

**JURIDICCTION DE PROXIMITE DE POITIERS**

JUGEMENT RENDU AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

REF: KmlntÀ\1 fër1Bt}N'f8<sup>1</sup>elt TOBRE 2015  
 AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

COMPOSITION DE LA JURIDICCTIONJUGE DE PROXIMITE

Madame Anne-Cécile BOUDAUD,

GREFFIER

Madame Véronique GUILLAUME

DEMANDEUR(\$)

Monsieur B

comparant en personne

DÉFENDEUR(\$)

Fournisseur A

non comparante, ni représentée.

DÉBATS      Audience publique du 23 septembre 2015

JUGEMENT RENDU PAR MISE A DISPOSITION AU  
GREFFE LE 14 OCTOBRE 2015.

copie EX à

+  
 copie aux parties  
 le

## **FAITS ET PROCEDURE**

Par déclaration au greffe reçue le 15 mai 2015 Monsieur B a sollicité la convocation de A devant la Juridiction de Proximité de POITIERS afin d'obtenir sa condamnation à lui payer la somme 1 270 € en réparation de préjudices subis au titre de dysfonctionnements et irrégularités dans l'exécution du contrat de fourniture de gaz naturel.

Le défendeur a été régulièrement convoqué par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

L'affaire a été appelée à l'audience du 23 septembre 2015.

A l'audience Monsieur B comparaît et maintient l'ensemble de ses demandes.

Au soutien de sa demande il expose :

- Qu'il a souscrit le 27 juin 2014 un contrat avec le fournisseur A moyennant le règlement par mensualisation ; que le contrat a débuté le 10 août 2014 et les ennuis dès le premier échéancier (consommation estimée excessive et coordonnées bancaires erronées) ;

- Qu'il a signalé ces erreurs et réclamé un nouvel échéancier sans succès de sorte qu'il a souhaité résilier son contrat ;

- Qu'il a fait une demande de souscription en ligne sur le site B ; qu'avant même l'accès à des nouvelles fournitures, la société A a procédé à la suspension de la distribution de gaz sans préavis ;

- Qu'il a de ce fait été privé de fourniture gaz pendant 10 jours et attendu 5 mois, quatre relances et l'intervention du Médiateur national de l'énergie pour que cessent les facturations, qu'il reçoive une facture de clôture et qu'il obtienne le remboursement d'un trop perçu à hauteur de 529,86 €.

Il ajoute enfin que la proposition d'un dédommagement d'un montant de 50 € ne peut être acceptable car nettement insuffisant.

Il en conclut que le fournisseur A n'a pas respecté ses engagements contractuels en ne traitant jamais de façon satisfaisante ses avertissements et réclamations .

Le fournisseur A ne comparaît pas et n'est pas représentée

L'affaire a été mise en délibéré au 14 octobre 2015.

## **MOTIFS DE LA DECISION**

Aux termes de l'article 472 du Code de procédure Civile, lorsque le défendeur ne comparaît pas, il est néanmoins statué sur le fond, le juge ne faisant droit à la demande que s'il l'estime régulière, recevable et bien fondée.

### **Sur les respect des obligations contractuelles**

Il est constant au vu des pièces versées aux débats de l'existence du lien contractuel existant entre Monsieur B et le fournisseur A à compter du 27 juin 2014.

L'article L 121-89 du code de l'énergie prévoit *«le client peut changer de fournisseur dans un délai qui ne peut excéder vingt et un jours à compter de sa demande. En cas de changement de fournisseur, le contrat est résilié de plein droit à la date de prise d'effet d'un nouveau contrat de fourniture d'énergie»*.

En l'espèce, Monsieur B a adressé un courrier de demande de résiliation au fournisseur A le 20 octobre 2014, le 3 novembre 2014 la fourniture de gaz naturel était suspendue par le fournisseur A quand bien même le changement de fournisseur n'était pas effectif et privait ainsi Monsieur B de fournitures d'énergie jusqu'au 13 novembre 2014 soit pendant une période de 10 jours.

En conséquence la faute du fournisseur A l'oblige à répondre des dysfonctionnements dans l'exécution du contrat de fourniture de gaz naturel (retard dans l'émission de la facture de clôture, retard dans le remboursement du trop perçu, traitement insatisfaisant des réclamations) et de la suspension sans préavis de la fourniture de gaz naturel privant Monsieur B de l'accès aux fournitures gaz naturel entre le 3 et 13 novembre 2014.

En conséquence, le fournisseur A sera condamnée à payer à Monsieur B la somme de 300 € toutes causes de préjudices confondus outre intérêts au taux légal à compter du 15 mai 2015 date de la déclaration au greffe.

### **Sur la demande d'application du taux contractuel sur le remboursement de la somme trop perçue.**

Monsieur B n'apporte pas la preuve du taux contractuel qu'il allègue. Ce taux n'est pas mentionné dans le contrat de fourniture du 27 juin 2014 ni dans les articles 1 à 18 issus des conditions générales du contrat de vente produits au dossier. Il sera débouté de sa demande.

### Sur les dépens

Le fournisseur A partie perdante sera condamnée aux entiers dépens.

### PAR CES MOTIFS

La Juridiction de Proximité statuant par mise à disposition au greffe par jugement réputé contradictoire et en dernier ressort.

CONDAMNE le fournisseur A à payer à Monsieur B la somme de TROIS CENTS EUROS (300 €) toutes causes de préjudices confondus outre intérêts au taux légal à compter du 15 mai 2015.

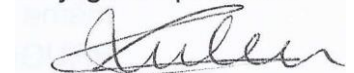
DEBOUTE Monsieur Benjamin BRUGIERE de ses autres demandes.

CONDAMNE le fournisseur A aux entiers dépens.

Le Greffier



Le juge de proximité



En conséquence, la République mande et ordonne à tous huissiers sur ce requis, de mettre ledit jugement à exécution - aux Procureurs Généraux et aux Procureurs de la République près les Tribunaux de grande Instance rty tenir la main; à tous commandants et officiers de la force publique de prêter main-forte, lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi, les présentes ont été signées et scellées par Nous, Greffier en Chef, pour la grosse exécutoire

f'

POITIERS, le 06 .....-ID. Za)S  
LE GREFFIER,

